

Fondé à Bruxelles en 1979 par Bernard Adam, le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité s'est développé dans un contexte particulier, celui de la Guerre froide.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP a depuis acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

Centre de recherche indépendant, le GRIP est reconnu comme organisation d'éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles. En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».

NOTE D'ANALYSE – 12 janvier 2015

HELLENDORFF Bruno. « *L'Industrie de défense indonésienne : la clef de la puissance ?* », Note d'Analyse du GRIP, 12 janvier 2015, Bruxelles.

<http://www.grip.org/fr/node/1453>



NOTE D'ANALYSE

L'INDUSTRIE DE DÉFENSE INDONÉSIEENNE

La clef de la puissance ?

Par **Bruno Hellendorff**

12 janvier 2015

Résumé

Depuis 2010, le gouvernement indonésien s'est engagé dans une ambitieuse stratégie de « revitalisation » et de développement de son industrie de défense. Entre optimisme économique, opportunités et contraintes politiques, enjeux stratégiques et défis opérationnels, la montée en gamme de l'industrie de défense indonésienne pose de nombreuses questions. Au travers du développement de l'industrie de l'armement, c'est toute la complexité de l'« émergence » d'un pays et des stratégies d'influence de ses leaders qui s'impose. Cette Note fournit une introduction à une problématique multiple, dont les moteurs et lignes de fuite s'avèreront déterminants pour non seulement le comportement de l'Indonésie dans le commerce mondial des armements, mais aussi la stabilité en Asie-Pacifique.

Abstract

Indonesia's defense industry: the key to power?

Since 2010, the Indonesian government has embarked on an ambitious journey of « revitalizing » and developing its defence industry. Between economic optimism, political opportunities and constraints, strategic issues and operational challenges, the ascent of Indonesia's defence industry raises many questions. Transpiring from this development are the sheer complexity of a country's "emergence", and the strategies of its leaders. This note offers an entry point to an issue that is necessarily multifaceted, but also critical for the future of Indonesia's place and role in the global arms market, and equally key to a seemingly ever more fragile regional stability.

Introduction

La croissance économique soutenue de l'Indonésie de ces quinze dernières années a permis, dans une large mesure, de dépasser le souvenir traumatique de la crise asiatique de 1997/8. L'économie indonésienne a progressé d'environ 6 % par an depuis 2000, libérant de nouveaux moyens pour la modernisation des forces armées.

Sous les deux mandats successifs du président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono (SBY), de 2004 à 2014, le budget alloué aux forces armées indonésiennes (*Tentara Nasional Indonesia* ou « TNI ») a considérablement augmenté, passant de moins de 2 milliards USD en 2001 à 8,356 milliards USD en 2013¹. Une part importante de ces moyens ont été investis dans l'acquisition, auprès de multiples partenaires, de quantité de nouvelles capacités militaires : États-Unis (hélicoptères Apache), Chine (missiles), Pays-Bas (frégates), Allemagne (chars), Russie (avions de combat)...



Un hélicoptère AH-64E Apache américain décolle avec un Mi-35 de l'armée indonésienne (TNI-AD) pendant les exercices conjoints Garuda Shield 2014. L'Indonésie a récemment acheté aux États-Unis 8 AH-64E Apache. (Crédit photo: U.S. Army photo courtesy of 25th Combat Aviation Brigade).

En parallèle, l'Indonésie a lancé un ambitieux programme de développement de sa base industrielle et technologique de défense (BITD), visant une plus grande autonomie dans l'acquisition et le maintien en condition opérationnelle de ses équipements militaires. Cette ambition s'est traduite, en 2012, par une loi sur l'industrie de défense. Cette dernière privilégie les acteurs économiques nationaux, consacre l'objectif d'une « autosuffisance » à moyen terme et confirme l'obligation d'intégrer à tout contrat international des compensations économiques (« *offsets* »). Ces dernières sont vues comme un levier d'intégration des entreprises et compétences locales aux processus de production mondiaux en matière de défense et un véhicule utile de modernisation du paysage industriel de défense indonésien.

Par ces « *offsets* » et le déblocage de nouveaux moyens, l'Indonésie aspire à un développement industriel large, piloté par quelques entreprises d'État considérées comme « stratégiques ». Trois objectifs sont fixés à l'industrie nationale : répondre aux besoins domestiques, constituer un outil de dissuasion vis-à-vis de l'extérieur et contribuer à la croissance économique.

À mesure que l'Indonésie s'impose comme un acteur géopolitique de premier ordre dans sa région², le développement de son industrie de défense comme pilier de son émergence est particulièrement interpellant. Alors que les équipes dirigeantes se renouvellent et que l'environnement régional se tend, quels sont les enjeux majeurs de cette stratégie ?

1. En dollars constants de 2011. SIPRI Military Expenditure Database : www.sipri.org/research/armaments/milex/milex_database

2. Bruno Hellendorff & Manuel Schmitz, « [L'Indonésie : une puissance régionale aux ambitions mondiales](#) », Note d'Analyse du GRIP, 7 mai 2014.

La question n'est pas seulement déterminante pour la stabilité régionale en Asie-Pacifique, elle a aussi un lien direct, concret et substantiel avec les politiques et intérêts de l'Europe.

Il y a peu, le Parlement hollandais refusait la vente de 80 chars « de seconde main » à l'Indonésie, pour des préoccupations liées aux droits de l'homme, en Papouasie principalement³. Sur base des mêmes normes européennes, l'Allemagne a, à l'inverse, accepté de vendre ses propres chars à Jakarta : contrairement aux Pays-Bas, le Parlement allemand n'a pas un pouvoir de veto sur les décisions gouvernementales en matière d'exportation d'armements⁴... Cet épisode illustre une nouvelle fois les limites de la position commune européenne sur le contrôle des exportations d'armements de 2008, au vu de l'interprétation et l'usage qu'en font les États européens. Il pose surtout la question de l'appréhension qu'a l'Europe des développements stratégiques en Asie-Pacifique, de la relation qu'elle développe avec ses plus dynamiques partenaires asiatiques, et du contrôle qu'elle entend exercer sur la dynamique d'internationalisation des acteurs de sa propre BITD.

Cette Note fournit certains éléments de réponse, en prélude à une nécessaire réflexion prospective sur la place et le rôle d'une Europe qui désarme face à une Asie qui dépense de plus en plus dans ses capacités militaires. L'Indonésie fournit une étude de cas à la fois utile et nécessaire, au vu du modèle qu'elle peut constituer pour d'autres pays de la région et d'ailleurs, et des nouveaux paradigmes de puissance que son ascension peut présager...

1. L'industrie de défense nationale « revitalisée »

L'industrie de défense indonésienne est consolidée autour de quelques acteurs majeurs, considérés comme « stratégiques » et appartenant à l'État. Ce n'est pas un hasard : les politiques de l'« Ordre nouveau » de Suharto (1966-1998) ont largement contribué à forger la BITD indonésienne telle qu'elle se présente aujourd'hui.

1.1. Les « rejetons » de l'Ordre nouveau

En inondant le régime de pétrodollars, les chocs pétroliers des années 1970 et 1980 fournirent à l'Indonésie de Suharto les moyens de réaliser une veille ambition : produire elle-même les équipements militaires dont elle a besoin, et éviter de dépendre de partenaires extérieurs. Il faut dire qu'après 1965, les nombreux armements de pointe fournis par l'Union soviétique dans les années 1950 – et qui avaient fait de son armée une des principales forces de la région – tombèrent rapidement en désuétude, par manque d'entretien et à cause du refroidissement des relations bilatérales.

3. Voir : « De motie-El Fassed c.s. over niet leveren van tanks aan Indonesië », Tweede Kamer, vergaderjaar 2011-2012, 33000-X, n°47: disponible [ici](#) ; « [Indonesië koopt geen Nederlandse tanks](#) », *NU.nl*, 2 juillet 2012.

4. Florian Gathmann & Matthias Gebauer, « [Leopards for Indonesia: Tank Request Puts Chancellor Under Pressure](#) », *Der Spiegel*, 11 juillet 2012 ; Matthias Gebauer & Otfried Nassauer, « [Arms Exports: Berlin Approves Huge Tank Deal with Indonesia](#) », *Der Spiegel*, 8 mai 2013.

Dès 1973, le régime encouragea le développement d'une industrie nationale : plusieurs entreprises précédemment détenues par l'armée (dont LIPNUR dans l'aéronautique, PAL dans la construction navale et Pindad dans les munitions) furent réquisitionnées et la société pétrolière d'État, Pertamina, fut mobilisée pour financer leur déploiement. L'enjeu était stratégique pour Suharto à plus d'un titre : répondre aux besoins des forces armées, stimuler la croissance économique, maîtriser de nouvelles technologies, et puis aussi rassurer, redynamiser et continuer à contrôler les principaux acteurs économiques du pays, après le scandale de Pertamina en 1975⁵.

Industries stratégiques indonésiennes

NOM	PRODUCTION
PT PAL	Chantiers navals
PT Pindad	Blindés, munitions
PT DI (ex-IPTN)	Aéronautique
PT Dahana	Explosifs
PT LEN	Électronique
PT INTI	Télécommunications
PT Barata	Ingénierie
PT Boma Bisma Indra (BBI)	Machineries
PT INKA (Kereta Api)	Train
PT Krakatau Steel (KS)	Acier

Un comité fut mis en place dès 1983 – le Conseil d'administration de l'industrie stratégique ou *Dewan Pembina Industri Strategis*/DPIS ; qui deviendra l'Agence de coordination de l'industrie stratégique ou *Badan Pengelola Industri Strategis*/BPIS en 1989 – afin de « *construire et développer l'industrie de défense du pays, ainsi que sa souveraineté en matière de défense et de sécurité* »⁶. Dix entreprises d'État devinrent « stratégiques », et furent placées au cœur de la stratégie de développement industriel voulue par l'État.

La figure marquante de la politique de développement industriel de l'Ordre Nouveau fut celle de Yusuf Habibie, un ingénieur formé en Europe que Suharto débaucha de la firme allemande *Messerschmitt* (MBB) pour piloter cet ambitieux projet. La stratégie d'Habibie fut d'embarquer les entreprises d'État PT

PAL (chantiers navals), PT Pindad (blindés, munitions...) et surtout IPTN (aéronautique) dans un programme de montée en gamme extrêmement rapide. Au milieu des années 1990, IPTN était engagée dans l'aviation civile et militaire, travaillant avec Airbus, Boeing, Bombardier ou encore Mitsubishi, et développait ses propres avions régionaux : le N-250 et le N-2130.

En 1998, la crise asiatique mit à bas ce colosse aux pieds d'argile : forcée par le FMI de retirer son soutien aux « éléphants blancs » qu'étaient les N-250 et N-2130 et de réduire ses investissements par manque de liquidités, l'Indonésie vit ses entreprises « modèles » s'écraser. En l'espace de quelques années, IPTN passa du statut auto-proclamé de « Toyota de l'aéronautique », une compagnie de 16 000 travailleurs en pleine ascension, à une entreprise surendettée d'environ 3 500 employés, aux hangars et au carnet de commandes vides⁷. Les autres entreprises d'État sortirent elles aussi très fragilisées de la crise.

5. Lorsque la société pétrolière Pertamina, la « vache à lait » du régime, enchaîna les défauts de paiement : elle avait accumulé une dette de plus de 10 milliards de dollars, soit deux tiers du produit national brut... Voir: Jason Abbott, *Developmentalism and Dependency in Southeast Asia. The case of the automotive industry*. Londres: Routledge, 2003, p. 74-78.

6. Nani Afrida & Hasyim Widhiarto, « [Defense industries: Waking up the slumbering giants](#) », *The Jakarta Post*, 5 octobre 2011.

7. Richard Bitzinger, « Revisiting Armaments Production in Southeast Asia: New Dreams, Same Challenges », *Contemporary Southeast Asia*, 35 (3), 2013, p. 369-394.

1.2. La rupture SBY

Entre 1998 et 2004, l'État indonésien eut à gérer une transition difficile et douloureuse vers une démocratie décentralisée qui, bien qu'effective, aura laissé aux élites de l'Ordre nouveau une bonne part de leurs prérogatives. Les forces armées, et leur rapport au politique, furent l'objet d'une attention toute particulière : c'est à cela que s'occupa le président SBY lors de son premier mandat, bien plus qu'à l'industrie.

Entre 1999 et 2005, l'Indonésie eut également à gérer un embargo sur les armes imposé par les États-Unis, suite aux violations graves des droits humains au Timor. Une fois encore, en l'absence de pièces de rechange et de l'opportunité de remplacer les équipements défectueux, l'Indonésie devait voir ses plateformes militaires se dégrader jusqu'à un point de non-retour. Lors du tsunami 2004, à Aceh, 15 C-130 restèrent cloués au sol par manque de pièces de rechange.

Pourtant, à partir de 2009, les choses changèrent radicalement. Poussée par sa croissance soutenue, l'Indonésie acquit et confirma un statut d'économie émergente et de puissance régionale et réussit même à rembourser le FMI plus tôt que prévu. Elle devint également un partenaire indispensable des États-Unis dans leur lutte contre le terrorisme et retrouva sa place de principal moteur de l'ASEAN⁸. L'embargo dont elle était victime fut levé dès 2005 tandis que son potentiel lui permit d'intégrer le G20. En retrouvant confiance, et en disposant de nouveaux moyens, les décideurs politiques indonésiens replacèrent rapidement la question des dépenses militaires au premier plan de leurs préoccupations.

Après sa réélection en 2009, SBY promit d'augmenter les dépenses militaires à hauteur de 1,5 % du PIB en 2014, soit environ 14 milliards de dollars. Cette ambition démontra que l'Indonésie était dorénavant dans une dynamique nouvelle, cherchant à retrouver un statut dans sa région et dans le monde, que la crise de 1998 lui avait arraché. Entre 2001 et 2013, les dépenses militaires indonésiennes ont quadruplé, passant de moins de deux milliards de dollars à quasiment 8 milliards de dollars⁹. Et si le seuil de 1,5 % du PIB n'a pas été atteint, le ministre de la Défense Purnomo Yusgiantoro déclarait néanmoins à la mi-août 2014 : « *Notre politique budgétaire en matière de défense a été assez bonne ; notre budget des cinq dernières années (2010-2014) est cinq fois plus important que sur la période 2000-2004 et trois fois plus grand que sur la période 2005-2009* »¹⁰.

La hausse du budget militaire indonésien a une portée éminemment politique, eu égard non seulement aux relations complexes entre élites civilo-militaires, mais aussi à l'ambition de développer par ce biais un certain prestige national (une « dignité »). « *Notre philosophie est que si nous voulons un pays fort, nous avons besoin de forces armées fortes. Et si nous voulons des forces armées fortes, nous avons besoin d'une industrie de défense forte [...] C'est un point essentiel* » assénait récemment Purnomo Yusgiantoro¹¹.

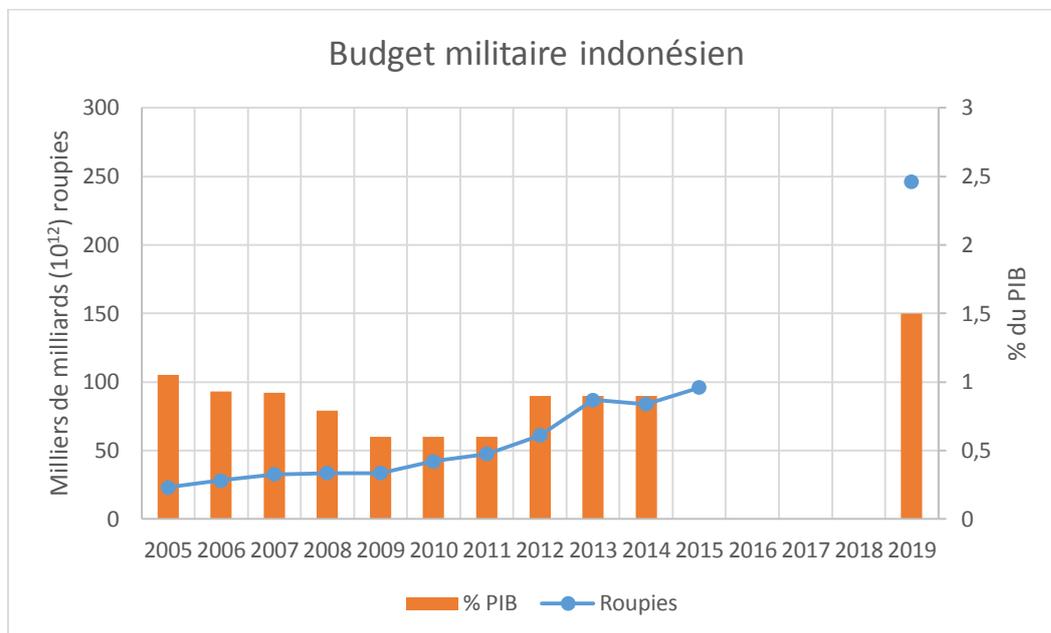
8. Bruno Hellendorff & Manuel Schmitz, « [L'Indonésie : une puissance régionale aux ambitions mondiales](#) », op.cit.

9. En dollars constants (2013).

10. « [Anggaran Pertahanan 2010-2014 Meningkatkan Tiga Kali Lipat Dibanding 2005-2009](#) », Kemhan : PPID (centre de presse du ministère de la Défense), 1 septembre 2014.

11. « [Self-Reliant Defense](#) », *The Worldfolio*, 12 décembre 2014.

Un objectif conservé par la nouvelle équipe dirigeante : son successeur à la tête du ministère de la Défense, Ryamizard Ryacudu, a rapidement confirmé l'intention du nouveau président Jokowi de porter le budget militaire à 1,5 % du PIB – comparativement aux 0,8 % (soit environ 84 000 milliards de roupies) de 2014 –, liant au passage cette ambition au développement de l'industrie de défense nationale¹².



Sources : Global Security, ministère de la Défense, Directeur général du Budget, etc.

En 2019, selon ces indications, le budget militaire indonésien pourrait atteindre 246 000 milliards de roupies, soit environ 20 milliards de dollars ou 16,7 milliards d'euros. Et une part croissante de ce budget est destinée aux entreprises stratégiques indonésiennes : depuis 2012, l'Indonésie s'est en effet dotée d'une loi (UU 16/2012) spécifiquement dédiée au renforcement et au développement de son industrie de défense.

1.3. Vers l'autosuffisance : la loi de 2012 et ses suites

La loi sur l'industrie de défense a avant tout confirmé l'importance qu'accordait le gouvernement au pilotage de la politique industrielle nationale, en consolidant l'autorité du « Comité pour la politique industrielle en matière de défense » (*Komite Kebijakan Industri Pertahanan* ou « KKIP »), établi deux ans plus tôt, en la matière. Ce comité a pour mission de « coordonner la formulation, la mise en œuvre et le contrôle des politiques nationales vis-à-vis de l'industrie de défense »¹³. Le KKIP est chargé de la mise en œuvre des décisions gouvernementales, dans l'objectif d'atteindre à l'horizon 2029, une BITD nationale autosuffisante et compétitive internationalement¹⁴.

12. Syaiful Hakim, « [Pemerintah akan naikan anggaran pertahanan](#) », *Antara News*, 6 novembre 2014.

13. Peraturan Presiden Republik Indonesia Nomor 42 Tahun 2010 Tentang Komite Kebijakan Industri Pertahanan. Disponible [ici](#).

14. « Produk Industri Pertahanan Indonesia Dilirik Dunia [The World Glances at Indonesia's Defense Industry] », *Wira*, 2014, p.15

La loi confirme en fait à l'industrie de défense sa place particulière dans la politique nationale, lui ouvrant la voie d'aides financières multiples (subsidés, garanties de l'État, incitants fiscaux...) et imposant aux acteurs nationaux (TNI et police) d'acheter les productions indonésiennes lorsque c'est possible, même à des conditions non optimales.

« *Ma politique depuis 2005* », expliquait SBY en mars 2014, « *est que si les principaux systèmes d'armes [Alutsista¹⁵] et équipements militaires peuvent être produits en interne, alors c'est une obligation pour les TNI et la police d'acheter ces produits nationaux. Si les Alutsista ne peuvent pas encore être produits à l'intérieur des frontières, ils peuvent être produits conjointement avec d'autres pays. [Et si cela n'est pas possible] nous devons aussi penser au transfert de technologies* »¹⁶. Depuis 2012, les « *offsets* » sont donc devenus d'indispensables outils pour le développement de l'industrie de défense nationale.

Jusqu'à-là, les forces de défense et sécurité (TNI et police) reposaient largement sur les importations d'armements pour subvenir à leurs besoins. Ces contrats internationaux fournissaient aussi d'importantes opportunités de corruption. Jusqu'en 2004, expliquait ainsi l'ancien ministre de la Défense, les commissions versées aux haut-gradés, aux intermédiaires et aux politiques pouvaient représenter jusqu'à 40 % du budget total des acquisitions¹⁷. Encore aujourd'hui, l'index anti-corruption en matière de défense (GI) de l'ONG *Transparency International* place l'Indonésie dans les pays à « très haut risque » de corruption¹⁸.

Ces trois dernières années, les partenariats industriels noués dans le cadre d'achats internationaux ont pris un nouvel essor. PTDI a conclu des accords, non seulement avec des systémiers comme Airbus D&S – un partenaire traditionnel, avec qui elle produit les C-212, C-235 et C-295 ou les hélicoptères Super Puma –, Textron (États-Unis, hélicoptères), Embraer (Brésil), mais aussi des équipementiers comme Honeywell et Raytheon (États-Unis), Thales et même Elta (Israël)... De son côté, PT Pindad a récemment conclu un accord avec le belge CMI pour l'intégration de tourelles à ses véhicules blindés Anoa (le véhicule disposant de la tourelle 90 mm étant appelé « *Badak* »)¹⁹.

Depuis avril 2014, tous les nouveaux contrats de défense conclus avec des partenaires étrangers devront inclure des « *offsets* » équivalents à un minimum de 85 % de la valeur du contrat, sous forme de contreparties commerciales (*countertrade*), d'intégration de productions locales ou de transferts de technologies. De ces 85 %, 50 % devront être consacrés aux compensations commerciales, centrées sur les ressources naturelles non-énergétiques indonésiennes plutôt que sur la fourniture de services – comme

15. Une contraction de *Alat Utama Sistem Senjata*.

16. « [Defense industry must be master at home : President](#) », *Antara News*, 13 mars 2014.

17. Nani Afrida & Hasyim Widhiarto, « [Lengthy, costly arms deals put TNI firepower at risk](#) », *The Jakarta Post*, 10 juin 2011.

18. Transparency International, « [Government Defence Anticorruption Index 2013](#) ».

19. Bagus BT Saragih, « [Pindad to benefit from 'Badak' production](#) », *The Jakarta Post*, 8 novembre 2014; Arya Dipa « [Pindad, CMI develop weapon systems](#) », *The Jakarta Post*, 15 septembre 2014; Jon Grevatt, « [PT Pindad and CMI enter weapons systems collaboration](#) », *Jane's*, 15 septembre 2014.

l'entraînement et la formation – et les 35 % restants au transfert de technologies, afin de favoriser le développement de l'industrie locale²⁰. L'ambition générale reste bien la même : atteindre l'autosuffisance. Budi Darmadi, Directeur général des industries de haute technologie, fixait plus tôt dans l'année un objectif de 35 % de contenu national dans les acquisitions de matériels militaires, et chaque année, cette proportion devrait augmenter de 5 %, pour atteindre rapidement les 70 %²¹.

2. Le défi de l'émergence

Pourtant, à une époque où les chaînes de production se mondialisent, où aucun pays ne parvient plus à être entièrement indépendant dans la fourniture de ses équipements militaires, où la compétition internationale dans le secteur de la défense est croissante, l'ambition indonésienne de revitaliser sa BITD pose question. Faudrait-il y voir une façade, flattant un nationalisme de bon aloi, à de nouveaux et plus importants contrats d'armements²² ? Ou au contraire un projet politique qui s'ancre dans une dynamique d'émergence complexe ? Il serait illusoire de chercher une réponse à ces questions. Mais il est utile de s'interroger sur les attentes des leaders indonésiens, au travers de leur objectif d'une production militaire de qualité, autonome et compétitive, à court terme et dans le cadre d'un budget serré (comparativement à des pays voisins comme l'Inde).

2.1. Le poids du politique

Un premier élément de réponse est à trouver à Jakarta même, dans les arcanes d'un pouvoir que la démocratisation a éclaté entre élites nouvelles et anciennes, civiles et militaires²³. Au sortir de l'Ordre nouveau, les forces armées indonésiennes abandonnèrent leur rôle socio-politique, institutionnalisé par le concept de « double fonction » ou *dwifungsi*, pour se recentrer sur leur mission de défense du territoire et de la souveraineté nationale. Le retrait des militaires de la scène politique fut négocié, bien plus qu'il ne leur fut imposé. Distanciation ne veut pas pour autant dire rupture, et le cas indonésien l'illustre bien : les militaires ont conservé une importante capacité d'influence vis-à-vis des politiques. De plus, malgré les régulations prises en ce sens par les autorités civiles, les militaires ont pu continuer à profiter de sources de financement extra-budgétaires, un héritage de l'Ordre nouveau. Quand bien même le ministre des Finances Muhammad Chatab Basri indiquait en mai 2014 que l'implication des TNI dans l'économie

20. Novan Iman Santosa, « [RI to start defense contract buyback policy](#) », *The Jakarta Post*, 2 avril 2014.

21. « [RI Genjot Kandungan Lokal Industri Pertahanan](#) », *Radarpena*, 24 mai 2014.

22. Une question que posent Anton Aliabbas et Fitri Bintang Timur dans leur article « [Revitalizing Indonesia's arms production at a time of international sales decrease](#) » du *Jakarta Post* du 26 février 2013.

23. Et que la décentralisation a également réparti entre niveaux de pouvoir...

du pays s'était contractée de 80 % depuis les réformes²⁴, le contrôle des activités et financements des fondations et coopératives liées aux TNI reste difficile²⁵.

Dans ce cadre, deux évolutions ont concouru à l'impulsion d'une nouvelle dynamique, stato-centrée, de relance de l'industrie de défense nationale. La première est la professionnalisation des TNI. La seconde est l'influence de ses officiers supérieurs (actifs ou à la retraite) dans la vie politique indonésienne. D'une part, quoique les menaces internes continuent à focaliser l'attention des TNI, ces dernières ont clairement pris conscience des enjeux liés à leur environnement sécuritaire, au niveau de la défense de la zone économique exclusive nationale par exemple, ou encore au travers de leur investissement dans les opérations de paix²⁶. Pour assurer leur rôle constitutionnel de « *dissuader et contrecarrer toute forme de menace militaire vis-à-vis de l'État et de la nation* », les TNI ont besoin de matériels et capacités avancés, incluant une flotte de combat, des capacités de lutte anti-sous-marine, des navires amphibies, des avions de combat endurants, des capacités de transport stratégique et de ravitaillement en vol, des systèmes de défense anti-aérienne ainsi que, probablement plus encore que le reste, des capacités C4ISR²⁷. Il y a là un réel besoin d'investissements qui, dans la logique commune des « *offsets* »²⁸, peuvent mener les décideurs indonésiens (civils ou militaires) à saisir la balle pour développer leurs propres outils et acteurs économiques.

D'autre part, comme l'a indiqué le spécialiste Andi Widjajanto, devenu depuis secrétaire du cabinet de Jokowi, « *si la transformation militaire implique un changement fondamental dans le concept, le caractère et la manière de mener une guerre, alors l'Indonésie n'est pas tant engagée dans la transformation de ses forces militaires que dans la réforme politique de ces dernières* »²⁹. Les relations civilo-militaires continuent de représenter un enjeu majeur de la gouvernance en Indonésie³⁰.

24. Li Xueying, « WEF: Indonesian military's role in economy 'set to be phased out' », *The Straits Times*, 23 mai 2014.

25. En 2008, selon les statistiques publiques, il y avait 23 fondations militaires et 1 098 coopératives cumulant des actifs d'environ 350 millions de dollars. Samantha Michaels & Ulma Haryanto, « [Who is Minding the Indonesian Military's Business Ties ?](#) », *Jakarta Globe*, 13 mai 2012. Voir également: Kevin Goh, Julia Muravska & Saad Mustafa, « [Military-owned businesses: corruption & risk reform](#) », *Transparency International*, 2012.

26. Voir : Benjamin Schreer, « [Moving beyond ambitions ? Indonesia's military modernisation](#) », *ASPI Strategy*, novembre 2013.

27. « Command, control, communication, computer, intelligence, surveillance and Reconnaissance » Leonard Sebastian & Iis Gindarsah, « Taking Stock of Military Reform in Indonesia », in : Jürgen Rüländ, Maria-Gabriela Manea & Hans Born (eds), *The Politics of Military Reform: Experiences from Indonesia and Nigeria*. Berlin: Springer, 2013, p. 41-42.

28. Voir : Jurgen Brauer & Paul Dunne, « Arms trade offsets and development », *Africanus*, 35 (1), p. 14-24; Jurgen Brauer & Paul Dunne, « Arms Trade Offsets: What do We Know? », Working Paper 0910, juillet 2009; Ron Matthews, « Defense offsets: policy versus pragmatism », in: Jurgen Brauer & Paul Dunne, *Arms Trade and Economic Development: Theory, Policy and Cases in Arms Trade offsets*. Oxon: Routledge, 2004, p. 92-104.

29. Andi Widjajanto, « Transforming Indonesia's Armed Forces », *UNISCI Discussion Papers*, N°15, 2007.

30. Bruno Hellendorff, « [Enjeux d'une présidence Jokowi : réformes et relations civilo-militaires en Indonésie](#) », *Note d'analyse du GRIP*, 31 octobre 2014.

Malgré leur transformation « en une armée de métier » à la suite de la chute de Suharto, les TNI sont parvenues à tirer profit du contexte particulier de la fin des années 1990 et du début des années 2000, marqué par la crainte d'une dislocation de l'État, par la guerre contre le terrorisme et par des réformes internes chaotiques, pour maintenir une importante part de leurs prérogatives et sources d'influence (commande territoriale, financements alternatifs, etc.)³¹.

Plusieurs événements sont venus illustrer à la fois la perméabilité du monde politique aux influences des militaires, et la politisation d'enjeux et responsabilités historiquement ou légalement du ressort des TNI. Par exemple, en 2003, la présidence a semble-t-il imposé l'achat de quatre avions Sukhoi (deux Su-27 et deux Su-30) et quatre hélicoptères Mi-35 sans tenir compte de l'avis du ministère de la Défense³². Plus récemment, l'achat d'hélicoptères Apache ainsi que de chars Léopard et de F-16 d'occasion a mis en évidence la difficile cohabitation des objectifs politiques et diplomatiques (peur de l'embargo, rapprochement avec l'un ou l'autre pays) avec les impératifs d'(inter)opérabilité et de développement des capacités³³. En filigrane, c'est bien la délicate question de la coopération des militaires avec le gouvernement, et du rôle de supervision du Parlement qui s'est retrouvée propulsée sur le devant de la scène.

Au final, les négociations autour du budget militaire sont rapidement passées du statut d'interface majeure entre élites politiques et militaires à celui d'enjeu politico-financier au sein d'une compétition triangulaire Parlement-gouvernement-TNI. La question du budget militaire fut, après la chute de Suharto, l'enjeu principal de la transition vers un leadership civil. Cependant, l'évolution du système politique indonésien et les multiples luttes internes qui le caractérisent ont placé de nombreux militaires en position de force. Le général Moeldoko fut même pressenti, semble-t-il, pour être le colistier de Jokowi³⁴. L'ambition industrielle indonésienne apparaît en fait indissociable de cette problématique des relations civilo-militaires.

Impulsée par SBY après sa réélection, donc dans un contexte de consolidation du pouvoir civil, la politique de redéploiement industriel de Jakarta s'impose en effet progressivement comme nouveau médium entre les deux mondes. Mais elle déplace aussi le centre de gravité des luttes et arrangements politiques entre le Parlement et ses coalitions, le gouvernement et les TNI en matière militaire, vers un champ plus ouvert aux influences d'acteurs multiples (partis politiques, bureaucratie, académiques, financiers...), plus instable, mais plus en phase avec les cadres et pratiques de la vie politique de l'Indonésie démocratique. L'industrie de défense nationale fournit en effet des points de convergence entre les élites civilo-militaires qui sont d'autant plus utiles aux politiques

31. Marcus Mietzner, « [The Politics of Military Reform in Post-Suharto Indonesia: Elite Conflict, Nationalism, and Institutional Resistance](#) », *East-West Center Policy Studies* 23, 2006.

32. « [Sukhoi Deal Could Sink Megawati](#) », *The Moscow Times*, 26 juin 2003; Bantarto Bandoro, « [Sukhoigate: Politicization of weapons procurement](#) », *The Jakarta Post*, 26 juin 2003.

33. Haryo Adjie Nogo Seno, « [Indonesia's problematic defence procurement priorities](#) », *ASPI Strategist*, 29 août 2012 ; Ristian Atriandi Supriyanto, « [Why does Indonesia need Apache gunships?](#) », *ASPI Strategist*, 3 septembre 2013.

34. « [Indonesia elections: PDI-P looking to put military man as Joko's running mate](#) », *The Straits Times*, 27 mars 2014; Sita Dewi, « [Jokowi meets Moeldoko as speculation mounts](#) », *The Jakarta Post*, 4 avril 2014;

qu'ils consacrent leur domination – en tant que régulateur, pouvoir subsidiant et propriétaire – vis-à-vis du militaire – qui est utilisateur –, mais ouvrent également la porte à une influence militaire sur ces mêmes politiques dans le cadre de leurs propres querelles et agendas.

2.2. La question du financement

Le gouvernement indonésien a, d'après ses propres estimations, mis 150 000 milliards de roupies, soit une quinzaine de milliards de dollars, sur la table pour financer son plan quinquennal 2010-2014 (le « *Renstra I* »). Un tiers de cette somme proviendrait de prêts contractés auprès de banques étrangères. Contrairement aux autres pays de la région, l'Indonésie fait en effet grand usage de prêts bancaires pour ses acquisitions d'armements, y compris sur le marché international. Le contrat d'achat des 37 canons automoteurs Caesar de 155 mm signé avec Nexter (pour un montant estimé de 118 millions d'euros) a ainsi été financé par un consortium français, à hauteur de 85 %³⁵. L'achat de systèmes *ForceShield* à Thales, pour un montant estimé à 160 millions d'euros, a également donné lieu à un appel d'offre international, afin de couvrir 80 % du prix³⁶. Cette dépendance envers les financements extérieurs ne va pas sans poser question : ces emprunts ne sont pas libellés en roupies et exposent dès lors le pays aux fluctuations du marché. Un enjeu majeur au vu de l'expérience indonésienne des années 1998-99. Ces accords financiers sont également consommateurs de temps, d'énergie et d'organisation : ils doivent être négociés, conclus, mis en œuvre et évalués, selon des procédures qui restent, en Indonésie, souvent problématiques³⁷.

Par ailleurs, le recours aux financements internationaux, surtout lorsqu'ils ne sont pas intergouvernementaux, impose souvent la présence d'intermédiaires³⁸. Dans le cas de l'achat des Sukhoi russes, le recours à des financements internationaux ouvrit grand la porte à plusieurs intermédiaires et donna lieu à de très sérieuses indications de corruption³⁹. En l'absence d'une stratégie financière et industrielle claire, cette prégnance des prêts étrangers a, d'après l'expert Evan Laksmana, largement obéré le développement de l'industrie nationale. D'abord, les contraintes bureaucratiques ont fortement limité l'usage de fonds pourtant disponibles⁴⁰.

35. Pierre Tran, « [Indonesia's Big Procurement Push Is Aided By Lenders](#) », *Defense News*, 31 mars 2013.

36. Pierre Tran, « [Indonesia Looks to Buy European Missiles through Foreign Loans](#) », *Defense News*, 11 mars 2014.

37. Voir notamment: Nani Afrida & Hasyim Widhiarto, « [Lengthy, costly arms deals put TNI firepower at risk](#) », *op.cit.*

38. Voir l'excellent article: Nani Afrida and Hasyim Widhiarto, « [Buying the right to snap up arms contracts](#) », *The Jakarta Post*, 6 octobre 2011.

39. Voir: « [Air force to sign loan agreement on Sukhoi jet fighters](#) », *The Jakarta Post*, 24 août 2008; Donal Fariz, « [Irregularities and overpriced purchase price and the awkwardness Sukhoi Procurement](#) », *Indonesia Corruption Watch*, 2013; Bagus BT Saragih, « [Alleged irregularities found in Sukhoi jet fighters procurement](#) », *The Jakarta Post*, 6 mars 2012.

40. Voir notamment : Syarifudin Tippe, « Defense Offset Policy in Indonesia », *International Journal of Administrative Science & Organization*, 20 (2), 2013, p. 86-87.

Ensuite, le caractère incertain ou incomplet des garanties d'État a limité l'implication des banques nationales et étrangères. Enfin, la confusion autour des intérêts et responsabilités de chaque ministère a pesé très lourd dans la sous-utilisation des ressources nationales⁴¹.

Ces emprunts génèrent fort logiquement d'importantes dettes. De 2000 à 2004, les crédits à l'exportation auraient représenté 20 % des dettes du gouvernement⁴² ; en 2014, le ministre de la Défense Purnomo Yusgiantoro indiquait que la dette extérieure contractée dans le cadre du « Renstra I » était limitée à 5,7 milliards de dollars⁴³. Ces dettes mettent en évidence le risque que prennent les États exportateurs en garantissant certains emprunts, ou en finançant la production de matériels. Par exemple, l'agence hollandaise de crédit à l'exportation Atradius a fourni des garanties pour l'achat de frégates SIGMA ; COFACE et l'*Exports Credits Guarantee* Department devraient faire de même pour le contrat Thales⁴⁴... Le gouvernement suédois a, plus récemment encore, fourni le financement nécessaire à Saab pour la construction de quatre trimarans furtifs (classe Klewang) quand bien même le programme vient juste de redémarrer (après une suspension liée à la destruction par le feu du navire tête de classe) et que seul un navire supplémentaire a fait l'objet d'une commande ferme⁴⁵. Ces dettes imposent aussi un exercice de réflexion aux partenaires internationaux sur leur interprétation des réglementations et conventions internationales en vigueur. Par exemple, en 2012, l'Indonésie devait encore rembourser l'ECGD (l'agence de crédits à l'exportation du Royaume-Uni) pour un prêt contracté sous Suharto – qui pourrait être qualifié de « dette odieuse » – ayant servi à acheter des chars légers et des avions utilisés pour réprimer des mouvements de contestation lors des dernières années de l'Ordre nouveau⁴⁶. En 2013, l'Indonésie dut relancer un appel d'offre pour financer l'achat de lance-roquettes multiple Astros du brésilien Avibras : ce système étant capable de tirer des roquettes à sous-munitions, la Convention d'Oslo a tenu à l'écart les banques occidentales⁴⁷. Pourraient aussi être évoquées les conventions de l'OCDE sur la corruption, auxquelles sont inégalement exposées les entreprises occidentales et russes ou chinoises⁴⁸.

41. Evan Laksmana, « Resurrecting the National Corvette Program? », *Asia-Pacific Defence Reporter*, 36 (4), 2010, p. 26.

42. Andi Widjajanto, « [Defense procurement and military-related debt](#) », *The Jakarta Post*, 13 juin 2005.

43. Tito Summa Siahaan, « [Purnomo Shares Vision for Indonesia's Defense Industry](#) », *The Jakarta Globe*, 18 juin 2014.

44. Pierre Tran, « [Indonesia Looks to Buy European Missiles through Foreign Loans](#) », *op.cit.*

45. Ridzwan Rahmat, « [Indonesia confirms acquisition of four Klewang-class stealth patrol ships](#) », *Jane's*, 14 août 2014.

46. Voir par exemple : Helen Close & Roy Ibister, « Bonne conduite? Les dix ans du Code de conduite de l'UE en matière d'exportation d'armements », *Saferworld*, juin 2008, p. 24-25 ; Tim Jones, « [Indonesians paying £20 million for weapons used in repression](#) », *Jubilee Debt Campaign*, 30 novembre 2012; voir aussi l'enquête menée par *The Guardian*: www.theguardian.com/armstrade/subsection/0,10674,1369361,00.html

47. Pierre Tran, « [Indonesia's Big Procurement Push Is Aided By Lenders](#) », *op.cit.*

48. Entretien de l'auteur avec plusieurs représentants de l'industrie de défense européenne.

Enfin, cette dépendance envers des financements étrangers peut avoir un impact sérieux sur la production interne. Par exemple, en l'absence de moyens pour financer la production, sur 16 hélicoptères NAS-332 Super Puma commandés en 1989 à PTDI, qui les produit sous licence, seulement 7 avaient été livrés en 2008⁴⁹. La conclusion inévitable de cette dépendance indonésienne envers les financements étrangers est qu'elle n'a pas (encore ?) les moyens de ses ambitions, et que son programme de développement industriel repose sur un socle fragile.

2.3. La quête d'une autonomie stratégique

Si les réformes et dynamiques internes sont déterminantes dans la définition du chemin emprunté par l'industrie de défense indonésienne, les relations du pays à ses partenaires internationaux jouent un rôle tout aussi inévitable. À la base de la réflexion internationale des décideurs (politiques et militaires) de Jakarta se trouve la double préoccupation du risque d'embargo – encore très prégnante – et d'un environnement régional instable. Pour y répondre, les décideurs indonésiens mettent en avant l'impératif d'une autonomie stratégique dont la logique et la concrétisation sont, une fois encore, largement influencées par le passé plus ou moins proche du pays.

Premièrement, en 1991, en réaction au massacre d'environ 270 civils timorais par des militaires indonésiens équipés d'armes américaines⁵⁰, le Congrès des États-Unis imposa la cessation du programme IMET (*International Military Education and Training*) avec les forces de Suharto. En 1995, des restrictions supplémentaires furent ajoutées et, en 1999, un embargo en bonne et due forme fut instauré suite aux atrocités commises au Timor oriental⁵¹. Il fallut attendre 2006 pour que les États-Unis mettent fin à ces restrictions. Ces 14 années de rapports militaires limités confirmèrent – s'il en était encore besoin – à Jakarta sa vulnérabilité vis-à-vis de l'extérieur : un allié peut rapidement « retourner sa veste ». L'Indonésie reste encore très dépendante de l'étranger pour son approvisionnement en armements : ses besoins vis-à-vis de partenaires étrangers sont estimés à 70 %⁵². La crainte d'un embargo s'est ainsi imposée comme un élément fondamental du développement de l'industrie de défense militaire. Comme l'indiquait le vice-ministre de la Défense début 2014, « *la conclusion fut que nous devons revitaliser nos industries de défense, [...] nous ne voulons pas que l'Histoire se répète* »⁵³. Cet enjeu est tel qu'il est au cœur de la loi UU 16/2012 sur l'industrie de défense indonésienne ; cette dernière impose en effet comme condition à tout achat de matériel militaire à l'étranger la garantie qu'il ne sera pas soumis à embargo (une clause de « non-conditionnalité »).

49. Tim Huxley, « Defence Procurement in Southeast Asia », 5th workshop of the Inter-Parliamentary Forum on Security Sector Governance (IPF-SSG) in Southeast Asia, Phnom Penh, 12-13 octobre 2008.

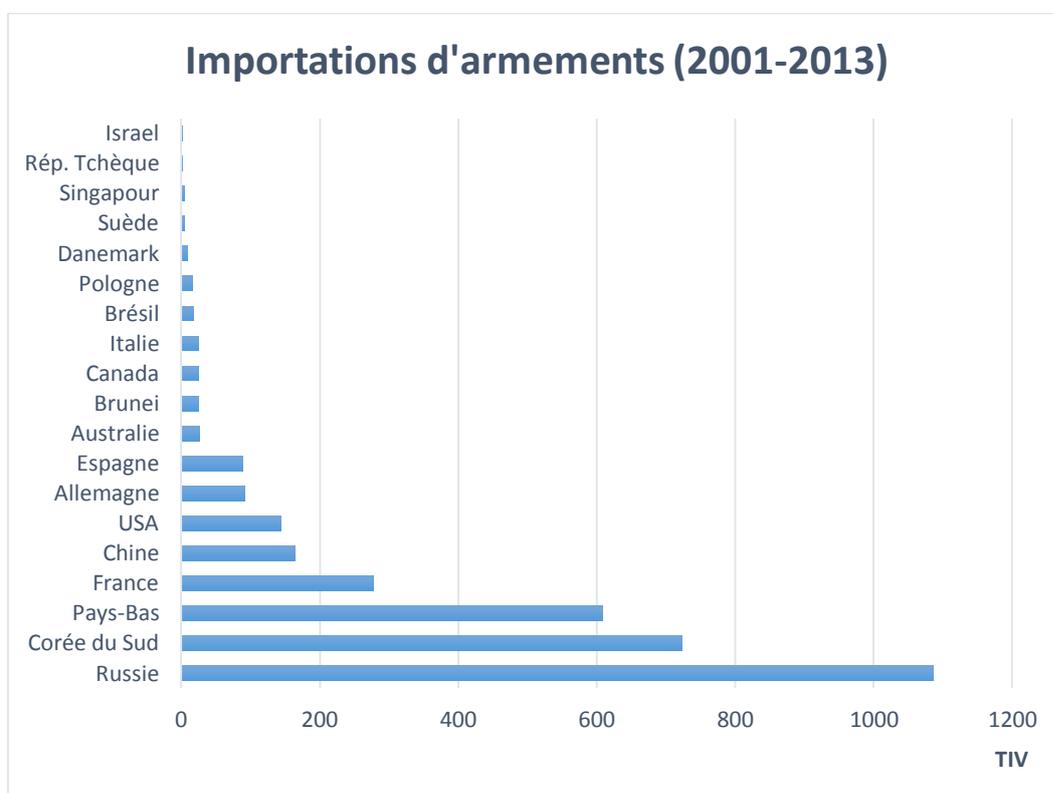
50. Kurt Biddle, « [Indonesia - US military ties: September 11th and after](#) », *Inside Indonesia*, 70, avril-juin 2002.

51. Brendan Taylor, *American Sanctions in the Asia-Pacific*. Oxon: Routledge, 2010, p. 98-103.

52. Guy Anderson & Jon Grevatt, « Island aspirations: Southeast Asia industry briefing », *op.cit.*

53. Joe Cochrane, « [Indonesian Arms Industry Seeks to Drum Up Business](#) », *The New York Times*, 13 février 2014.

Deuxièmement, le développement de l'industrie de défense nationale répond aux ambitions internationales de l'Indonésie, en termes de prestige et de dissuasion. Ces deux objectifs sont à leur tour poursuivis selon deux canaux. Le premier est une multiplication de partenariats stratégiques bilatéraux (intergouvernementaux et entre entreprises) ; le second, l'amorce d'une dynamique de coopération « Sud-Sud » qui substantifie la coopération régionale en matière de défense (via l'ASEAN ou non).



Source : SIPRI Arms Transfers Database. Les valeurs sont exprimées en TIV (*Trend Indicator Values*), selon la méthodologie du SIPRI: www.sipri.org/databases/armstransfers/background

Les partenariats noués par Jakarta durant la dernière décennie sont très diversifiés, à un point tel que la logique opérationnelle apparaît clairement inféodée aux considérations politiques. Il y aurait aujourd'hui 173 types de systèmes d'armes parmi les TNI, fournies par 17 pays différents : 77 % de ces systèmes viennent de pays de l'OTAN, et seulement 5 % (soit 9 plateformes) sont fournies par l'industrie nationale⁵⁴. Ce qui implique un coût phénoménal en termes d'entraînement, d'entretien, de réparation et de mise à niveau.

Au-delà, le gouvernement s'est investi dans **sept projets « phares »**, qualifiés de « stratégiques » pour la BITD nationale⁵⁵. Premièrement, Jakarta s'est engagée avec Séoul dans le développement conjoint d'un avion de combat de génération « 4,5 » (considéré comme équivalent à un « F-16++ »), le K/FX ou I/FX.

54. Leonard C. Sebastian & Iis Gindarsah, « Taking Stock of Military Reform in Indonesia », in : Jürgen Rüländ, Maria-Gabriela Manea & Hans Born (eds), *The Politics of Military Reform: Experiences from Indonesia and Nigeria*. Berlin: Springer, 2013, p. 45.

55. Barbara Jakovic & Marko Rankovic, « [Enhancing Indonesia's defense potential](#) », *WorldFolio*, 20 mai 2014.

Programme phare de la politique de développement de l'industrie nationale, ce développement conjoint a été établi sur base d'un partage à 80 % - 20 % des frais. Jakarta achèterait 80 avions, la Corée 200. Deuxièmement, toujours avec la Corée du Sud, PT PAL va construire, à Surabaya, le troisième sous-marin de type-209 (classe Chang Bogo) qu'elle a commandé à Daewoo (les deux premiers étant produits en Corée). Troisièmement, l'Indonésie a conclu avec la Chine un accord de transfert de technologie dans le domaine des missiles antinavires. Jakarta a acquis, et opère, depuis longtemps des missiles C-802 de la firme *China Haiying Electro-Mechanical Technology Academy* (CHETA). Ce nouvel accord vise à la production, en Indonésie, de missiles C-705. Mais la Chine semble réticente à transférer toutes les technologies, après qu'elle a découvert que l'Indonésie tente d'exporter sa propre version du C-802⁵⁶.

Quatrièmement, un consortium rassemblant le ministère de la Recherche et Technologie, l'agence de R&D de la Défense, et l'Institut national de l'aéronautique et de l'espace (LAPAN) s'est construit autour du projet de dessiner, développer et produire les R-Han, des roquettes de 122mm guidées par GPS. PTDI – qui avait obtenu des Forges de Zeebrugge une licence de production pour des roquettes FFAR en 1996 – et PT Pindad sont également associés au projet. Cinquièmement, la production de propergol a également obtenu le statut de projet stratégique. Le gouvernement coopère avec la France dans cette optique, via la mise en place d'une usine chez PT Dahana en collaboration avec Roxel et Eurengo. Sixièmement, PT Pindad a signé un accord de partenariat avec le turc FNSS pour le développement d'un tank moyen – la première fois qu'un véhicule à chenilles sera produit en Indonésie. Le septième et dernier de ces projets concerne l'amélioration, l'extension et le renforcement de la couverture radar du pays, pour lequel plusieurs partenaires internationaux (Lockheed Martin, Thales) sont sur les rangs. Les collaborations avec PT LEN, PT INTI, PT CMI Teknologi ou PT Infra RCS Indonesia seront particulièrement encouragées⁵⁷.

Enfin, ces différents projets et contrats démontrent la volonté de diversification des partenariats de Jakarta et le poids grandissant de certains émergents sur les marchés de défense. La collaboration avec la Corée du Sud est ici exemplaire d'une dynamique appelée, selon toute vraisemblance, à se renforcer à l'avenir. L'Indonésie fournit aux pays dont la BITD n'a pas encore atteint sa pleine maturité, comme la Corée du Sud, la Turquie voire la Chine, un débouché majeur ; elle profite en retour de cette position pour négocier des termes très attractifs pour son industrie. Par exemple, la Corée du Sud s'est vue imposer l'achat de C-235 pour pouvoir exporter son T-50. Au niveau des collaborations industrielles, les accords et projets se sont multipliés ces dernières années, aussi bien avec des partenaires occidentaux qu'asiatiques (ou latino-américains), la concurrence permettant là encore à Jakarta d'imposer ses conditions en matière d' « *offsets* ».

56. « [China demands 'export fee' from Indonesia for missile production](#) », *Want China Times*, 3 mars 2014.

57. Marko Rankovic, « [The resurgence of Indonesia's defense industry](#) », *The WorldFolio*, 16 décembre 2014.

Au niveau de l'ASEAN, l'Indonésie apporte tout son soutien⁵⁸ à l'initiative malaisienne d'une collaboration industrielle multilatérale (*ASEAN Defense Industry Collaboration* ou ADIC), poursuivie dans le cadre de l'ADMM (*ASEAN Defense Minister's Meeting*)⁵⁹. Les transferts intra-ASEAN dans le domaine de la défense sont très limités : entre 2000 et 2010, 8 % des importations militaires thaïlandaises venaient de l'ASEAN ; un chiffre qui baisse jusqu'à 0,1 % en Indonésie, 0,49 % en Malaisie et 0 % à Singapour⁶⁰. Au travers de l'ADIC, les pays de l'ASEAN espèrent diminuer leur dépendance vis-à-vis de l'extérieur et, ce qui est certainement le cas de l'Indonésie, s'ouvrir les marchés voisins.

Conclusion

À l'heure où les tensions en mer de Chine méridionale concentrent en Asie du Sud-Est une série d'enjeux géopolitiques parmi les plus saillants de notre temps, la montée en puissance de l'Indonésie représente un développement de premier ordre, reconnu mais trop peu abordé.

En 1999, l'Indonésie sortait de la crise asiatique à genoux. Les entreprises d'État qui faisaient la fierté du régime de Suharto et symbolisaient sa réussite économique et technologique, dont IPTN fut la représentation la plus évidente, passèrent de la lumière à l'ombre en quelques mois. Il faudra un hiatus de pratiquement dix ans pour que ces entreprises réacquièrent leur importance dans la stratégie de développement de l'État.

À partir de 2010, pourtant, tout alla très vite. Dans le cadre d'un redéploiement de l'outil militaire national, rendu lui-même possible par une croissance économique soutenue et la consolidation des relations de pouvoir à Jakarta autour d'un équilibre discret entre élites civiles et militaires, l'industrie de défense indonésienne récupéra ses « lettres de noblesse ». Comme ce fut le cas pendant l'Ordre nouveau, les industries « stratégiques » sont aujourd'hui réorientées par le politique vers le soutien à une stratégie d'émergence large, en même temps qu'elles servent, par leur essor, les intérêts d'un petit nombre.

Pilotées par l'État, ces entreprises s'intègrent aujourd'hui dans une évolution complexe, tirées vers le haut par des budgets croissants, un soutien politique important et une politique d'« offsets » destinée à rapidement combler les manques. L'industrie de défense nationale doit concourir à la croissance économique, à l'intégration et au développement des technologiques, à circonscrire le risque d'embargo, à s'affirmer comme partenaire de choix pour les grandes puissances, à soutenir d'autres politiques, et à fournir des points d'entrée suffisants aux politiques et militaires pour négocier leur place respective dans l'État post-réformes (*post-Reformasi*).

58. Novan Iman Santosa, « [Malaysia, Indonesia pace ASEAN military industry](#) », *The Jakarta Post*, 19 mai 2011.

59. Jon Grevatt, « [ASEAN moves closer to regional defence industry collaboration](#) », *Jane's*, 26 mai 2014.

60. Sneha Raghavan & Guy Ben-Ari, « [ASEAN Defense Industry Collaboration](#) », *CSIS Current Issues*, N° 25, 9 juillet 2011.

Ce redéploiement est pourtant obéré par une série d'obstacles et faiblesses identifiées par le Comité pour la politique industrielle en matière de défense (KKIP) comme : une capitalisation insuffisante, un manque de compétition, une expérience limitée, d'importantes lacunes en matière de R&D, et un manque de synergies entre différentes industries⁶¹. Posent également problème les questions récurrentes de lourdeur administrative, de corruption et d'une perméabilité des processus d'attribution des fonds militaires aux influences et intérêts de groupes particuliers. Au-delà, le côté chimérique de la quête d'une autosuffisance industrielle est très interpellant.

Que cherche l'Indonésie, via ce redéploiement si ambitieux de sa BITD ? La réponse est double, en ce que les enjeux industriels sont indissociables à la fois du contexte politico-militaire dont ils dépendent et d'un environnement régional en pleine transformation. D'un côté, le développement de l'industrie de la défense répond à un besoin. Les forces armées, depuis leur réforme post-Suharto, ont besoin de matériels nouveaux pour accomplir leurs missions. Les figures traditionnelles et entrepreneurs de la politique nationale (dont la confrontation fut amplement illustrée par les dernières élections présidentielles) trouvent également dans ce développement une foule d'opportunités : outils de communication et forums d'expression, réseautage et multiplication des sources d'influence, fenêtres ouvertes à des fonds et soutiens extérieurs. La politique de redéploiement industriel de Jakarta s'impose donc progressivement comme nouveau médium entre les mondes civil et militaire.

D'un autre côté, le développement de la BITD nationale participe d'une logique d'« autonomie stratégique », fort utile dans un contexte stratégique régional instable. Le gouvernement tire de ce programme industriel une source de fierté qu'il valorise *ad nauseam* auprès de sa population et, dans une moindre mesure, auprès de ses voisins. À l'heure où l'Asie du Sud-Est apparaît comme un théâtre de rivalités géopolitiques de premier ordre, où la mer de Chine méridionale fournit le banc d'essai et premier laboratoire de l'usage par la Chine de sa nouvelle puissance, la capacité de l'Indonésie à se ménager une telle autonomie, via des coopérations « Sud-Sud » et une multiplication des partenariats, sera déterminante pour le futur de l'Asie-Pacifique. Elle le sera aussi pour le futur des relations avec l'Europe et ses entreprises.

* * *

61. Tito Summa Siahaan, « [Purnomo Shares Vision for Indonesia's Defense Industry](#) », *op.cit.*

L'auteur

Bruno Hellendorff est chercheur au GRIP depuis 2011, où ses recherches portent principalement sur les questions de paix et sécurité, ainsi que les enjeux stratégiques en Asie-Pacifique. Il est également doctorant à l'UCL, où il poursuit une thèse sur la politique étrangère de l'Indonésie.

Avec le soutien de la



Wallonie